

ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 275
30 de Octubre de 1992
Managua

RIGOBERTA MENCHU, PRIX NOBEL DE LA DIGNITE

Un entretien avec Rigoberta Menchu Tum

Tomas Borge

Managua, 19 oct.— *“Nous avons gagné le Prix Nobel de la paix!”*: c’est par cette phrase que Rigoberta Menchu Tum a annoncé au téléphone la grande nouvelle. Un *“nous”* qui n’est ni démagogique ni usurpé. Elle voulait le Nobel pour briser le silence qui recouvre la terrible répression subie par le peuple guatémaltèque. Nous vous proposons l’interview qu’elle avait accordée à Tomas Borge, membre de la Direction nationale du FSLN, huit jours avant de recevoir le Prix Nobel, alors qu’elle était à Managua pour l’ouverture des 3èmes Rencontres de la campagne *“500 de résistance indigène, noire et populaire”*.

Tomas Borge: Vous êtes dirigeante du Comité d’unité paysanne (CUC). Pouvez-vous nous parler de cette organisation?

Rigoberta Menchu: Le CUC est la première expression organisée de la lutte pour la terre au Guatemala. Il est né des ligues paysannes, des problèmes de la terre, des manipulations de la culture indigène. Les premières batailles paysannes joignaient la lutte économique, la lutte politique et la lutte contre les salaires d’extermination. Car nous avons appris à distinguer le salaire de famine et le salaire d’extermination, ce salaire d’agonie que reçoivent les travailleurs du café et du sucre. Aujourd’hui, rien n’a changé. La fermeté de notre combat répond aux conditions inhumaines qui nous sont faites et à notre volonté de donner à la terre sa véritable dimension. Pour nous, la terre n’est pas seulement un instrument de survie économique mais aussi une source de culture, de mémoire. C’est pourquoi beaucoup de fils du Guatemala ne faiblissent pas dans la lutte, car l’ave-

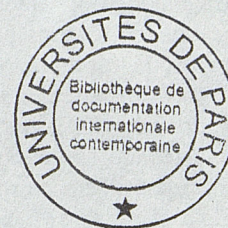
nir pour nous va au-delà du désir d’une vie digne, il représente aussi la préservation de la mémoire historique et l’apport de notre expérience à l’humanité.

TB : Vous avez perdu la terre?

RM: Je crois que non. Nous avons compris que seule l’union de nos forces et de nos voix peut nous sauver. Le problème du Guatemala, c’est l’injuste distribution de la richesse et de la terre. Nous n’avons pas droit à l’échec, nous devons réaliser les idéaux qui ont coûté la vie à nos parents. Le CUC n’est pas la seule organisation paysanne au Guatemala; il y en a d’autres qui sont dans la lutte revendicative mais aussi politique et qui veulent un autre avenir pour le pays. La répression qui visait le CUC dans les années 70 et 80 touche aujourd’hui tout le mouvement paysan.

TB : On dit que les indigènes ont apporté un soutien important à la guérilla.

RM: C’est l’injustice faite à notre peuple qui a principalement provoqué la guerre.



SOMMAIRE

RIGOBERTA MENCHU, PRIX NOBEL DE LA DIGNITE

LE GENERAL ORTEGA MONTRE LES DENTS

FSLN : UNE ATTEINTE AUX PRINCIPES

TELCOR : ILS ONT GAGNE

LA RESISTANCE ARMEE DES INDIENS MATAGALPAS

EL SALVADOR : L’EPREUVE DE L’EPURATION

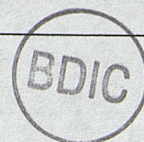
L’ASSASSINAT DE MYRNA MACK

POUR UNE CIVILISATION DE LA SIMPLICITE

LE BON, LA BRUTE ET LES TRUANDS

EN BREF

40 P 11481



Quand se sont produites les premières actions, les secteurs dominants se sont sentis menacés et ont mis en œuvre un plan anti-insurrectionnel pour tenter d'éliminer tout type d'organisation, y compris les formes anciennes pratiquées par notre peuple. Le peuple guatémaltèque a vécu beaucoup de choses... De nombreuses familles ont des fils à la montagne (dans la guérilla, NdT), ou déplacés, enlevés, disparus, en exil.

TB : Le CUC a des liens avec la guérilla?

RM: Aucun lien formel. Mais on ne peut interdire à personne de choisir sa façon de lutter. Beaucoup de guatémaltèques, face à la répression, sont passés à un autre niveau de combat. Nous, nous avons toujours maintenu le profil d'une organisation populaire, civile, car on ne peut armer tout le peuple. Chacun, au niveau local, départemental, régional ou national, peut jouer un rôle important pour la transformation des conditions imposées par le système d'oppression et de discrimination raciale. Nous, nous occupons l'espace spécial qui revient à la lutte populaire. La lutte armée est un niveau supérieur auquel les gens accèdent par conviction, pour leur propre compte; il ne faut rien induire.

TB : Le Guatemala connaît-il un régime d'apartheid?

RM: Tout à fait, mais avec quelques différences. L'apartheid est inscrit dans la constitution de l'Afrique du Sud tandis qu'au Guatemala elle existe dans les faits. C'est un racisme de facto que la constitution ne reflète pas dans sa totalité. Car notre constitution a aussi des aspects racistes, par exemple quand elle dit qu'il faut protéger les indigènes. Nous n'avons pas besoin de protection mais de respect.

TB : Où en sont les négociations entre la guérilla et le gouvernement?

RM: Le dialogue, entamé à Oslo, est la bonne voie. Ce devrait être partout la façon pour les peuples d'obtenir la satisfaction de leurs revendications les plus importantes. Pourtant, au Guatemala, le conflit armé s'inscrit dans un vaste ensemble de réalités, et on ne peut résoudre tant de problèmes simplement par un voeu de paix inscrit sur un papier. Si l'on n'avance pas concrètement, particulièrement en ce qui concerne la protection de la vie et de la dignité, un accord de paix n'aura aucun sens. C'est pour cela que nous sommes tous en train de nous battre, pour que la société civile joue un rôle important, pour exiger que le dialogue ait un contenu. L'armée ne cèdera pas un pouce de terrain si rien ne l'y oblige. La communauté internationale, qui a si souvent signé des chèques en blanc à l'armée et que nos morts, nos disparus, nos réfugiés et notre douleur n'ont jamais touchée, a une immense responsabilité. Si elle n'impose pas de sanctions, comme elle l'a fait, y compris injustement, contre d'autres régimes, la guerre va se poursuivre. La négociation continue à être un espoir, mais c'est un processus lent. Jusqu'à présent, on ne voit aucun signe d'une paix avec dignité. La paix dans notre société suppose des transformations fondamentales et le respect absolu de la vie. S'il ne se produit pas de changement qui permette que les indigènes soient acteurs de leur destin, il n'y aura pas de véritable paix au Guatemala.

TB : La question des indigènes est-elle à l'ordre du jour d'une possible négociation?

RM: Le troisième point de l'ordre du jour du dialogue porte sur l'identité et les droits des peuples indigènes. Mais on ne peut avancer concrètement sur cette question que si, tout d'abord, il y a un accord global sur la question des droits humains. S'il n'y a pas de progrès sur ce thème, si l'impunité continue, si l'on ne redonne pas au Guatemala son caractère de société civile, il sera difficile que l'on gagne quelque chose pour les indigènes. L'émancipation des indigènes passe par l'émancipation de la société. Idem pour la situation de la femme. Je mentionne toujours ces deux aspects car c'est une double oppression, une double discrimination et surtout une double exploitation. Si l'on n'arrive pas à faire que la société tout entière se jette dans la lutte, les indigènes récupéreront difficilement leur espace historique dans la société.

TB : Quelle évaluation faites-vous du mouvement indigéniste au Guatemala?

RM: Le mouvement indigéniste, tel que le conçoivent les secteurs dominants, n'a jamais marché chez nous. Ça a été une façon de contenir les indigènes, de les folkloriser, de les préparer à l'assimilation et surtout de les étudier de près. Le mouvement indigène a un tout autre contenu. Les valeurs du peuple maya se reflètent dans notre lutte et font partie de la conscience nationale. Nous comprenons parfaitement que, sans l'unité avec les autres secteurs qui sont également frappés, le combat des indigènes ne va pas déboucher sur une société juste. Les communautés en résistance représentent pour moi le germe de la nouvelle société.

TB : Vous avez affirmé que le Vème centenaire prenait corps davantage dans les relations économiques et politiques des gouvernements que dans celles des peuples. Qu'avez-vous voulu dire par là?

RM: Je vois le Vème centenaire sous deux aspects. D'un côté, la majorité des gouvernements fête le commerçant qui est venu en Amérique pour développer les négoce européens. Il est normal que les états bourgeois fêtent Colomb comme un héros qui est venu découvrir d'autres marchés pour l'Europe. Mais le Vème centenaire a eu pour nous des résultats positifs. Nous nous sommes opposés aux illusions de ceux qui continuent à préconiser un système d'achat-vente alors qu'il a exclu l'immense majorité de notre population et a concentré la richesse entre les mains d'un petit groupe. Il nous a donné l'occasion de réfléchir, de faire valoir nos propres revendications, d'occuper l'espace qui nous revient et d'essayer d'avancer sur la voie du respect mutuel. C'est un moment propice pour réaffirmer notre résistance, notre lutte pour que la brèche entre riches et pauvres ne continue pas à s'élargir. Dans le cas contraire, il y aura des conflits armés peut-être encore plus complexes au cours du prochain millénaire. Le Vème centenaire en soi n'a pas de sens, ce qui lui en donne un ce sont nos luttes et la réalité actuelle qui est le prélude de nouveaux événements. Les problèmes vont demeurer; la paix n'est pas seulement l'absence de conflits armés; les affrontements armés sont la conséquence de la négation de nos droits comme peuple, de la non satisfaction de nos besoins les plus vitaux. Tant que ces causes n'auront pas disparu, il y aura des luttes et des confrontations sociales. Je pense que viennent des temps d'incertitude pour beaucoup, mais nous qui

sommes enrichis par l'expérience et la lutte, bien que nous ayons payé cher nos rêves de liberté, nous pouvons faire la preuve que nos combats ont été justes.

TB : Quel est votre avis sur le débat public entre l'archevêque du Guatemala et l'ambassadeur d'Espagne sur le thème du Vème centenaire?

RM: Je n'ai rien lu de spécifique sur cette discussion. Ce que je sais, par contre, c'est qu'il y a eu un débat sur les nouvelles perspectives de l'évangélisation. Dans certains pays, il y a des initiatives populaires qui obligent l'Eglise à prendre position. Au Guatemala, une récente lettre pastorale évoque ce qu'a signifié l'invasion espagnole, demande pardon aux indigènes et énumère les conflits de notre pays, comme le problème de la terre et les atteintes aux droits humains, qui ont à voir avec l'impunité. Je n'ai toujours pas compris ce que signifie la nouvelle évangélisation ni ce que l'on veut dire quand on affirme que la pastorale indigène doit en être une partie importante. Tout concept doit être mis en pratique. De toute façon, peu de Conférences épiscopales en Amérique latine se sont prononcées sur les 500 ans. C'est une affaire dans laquelle Dieu lui-même ne se sauve pas. L'Eglise catholique, dans sa majorité, se situe du côté des secteurs réactionnaires. L'Eglise guatémaltèque est l'une des rares qui jouent un rôle un peu plus actif dans la résolution des conflits. C'est pour cela que la Conférence épiscopale a reçu des menaces, puisque dans ce pays, même si tu agis peu, tu es une menace pour le régime.

TB : Si la majorité de la population est indigène, pourquoi pas un gouvernement indigène?

RM: Tous ceux qui sont nés au Guatemala devraient avoir une patrie. Qui peut déterminer qui est indigène et qui ne l'est pas? Le métissage est tel que le Guatemala est une patrie pour tous ou pour personne. Effectivement, le pouvoir est aux mains d'une poignée de métis et la constitution leur donne des privilèges avec lesquels les gens ne sont pas d'accord, en particulier les indigènes. L'unité nationale doit se fonder sur le respect mutuel, c'est ce qui se passe déjà dans les Communautés en résistance. C'est beau de voir les métis considérer la lutte des indigènes comme normale et de voir les indigènes considérer la lutte de nos frères métis comme normale.

TB : Que pensez-vous de ce qui s'est passé dans les pays de l'Est et en Union soviétique? Quelles conséquences cela peut-il avoir pour nos peuples?

RM: C'est un mensonge de dire que le mur de Berlin était le seul à devoir être démolé. Les murs qui séparent les peuples riches des peuples pauvres ne sont pas tombés; au contraire, des murs écroulés sont en train d'être reconstruits. J'ai été témoin du racisme, de la guerre et de la solitude de la jeunesse en Europe. Les sociétés des pays développés observent les valeurs des peuples pauvres pour s'en emparer, car le bien-être matériel n'est pas suffisant. Je note qu'en Amérique, en particulier dans les pays où il y a eu des luttes (qu'on accusait toujours d'avoir été déclenchées par les Russes, car on parlait des Russes sans que personne n'arrive à comprendre s'il s'agissait d'un peuple, d'une idéologie ou d'un monstre), ce qui s'est passé légitime

nos combats. Je sens qu'un tremblement de terre a fait s'écrouler quelque chose qui n'avait pas été bien construit et que l'espérance des peuples est difficile à détruire, car elle est fondée sur la recherche de leur propre bonheur. Ce à quoi il faut veiller aujourd'hui, c'est de ne pas participer à la fragmentation typique de notre histoire.

TB : Certains qui se disent révolutionnaires renoncent dans leurs discours à la lutte anti-impérialiste. Qu'en pensez-vous?

RM: L'empire reste l'empire même s'il se déguise. Ni son nom ni sa nature ne changent. Lors des événements de Los Angeles, j'ai lu de nombreuses entrevues faites à des gens de la rue et j'ai trouvé un élément commun: enfin, les étatsuniens voyaient comment leur propre pays était occupé.

TB : De plus en plus de gens affirment que le néo-libéralisme n'est pas viable dans nos pays.

RM: Il ne l'est pas. Jusqu'à présent, il y a eu des quantités de propositions et contre-propositions économiques. Comme nos peuples sont désespérés par la faim et la misère, ils cherchent des solutions rapides, même s'ils sont fatigués des promesses, et, quand leur attente est déçue, surgissent à nouveau la désillusion et la colère. Notre message pour une opposition au projet néo-libéral manque encore d'envergure. Il y a une énorme distance entre l'analyse scientifique, la vision universitaire des problèmes d'ordre macro-économique et l'expérience des mouvements populaires. Je me demande toujours par exemple s'il sera nécessaire de vendre notre environnement pour payer la dette.

TB : Pensez-vous que des pays comme le Guatemala ou le Nicaragua pourront un jour atteindre, dans le cadre du système capitaliste, un niveau de développement comparable à celui des pays industrialisés?

RM: Tant que nos vies seront régies par le capital, la nature humaine sera détériorée. L'émancipation des indigènes, des femmes et de tous les secteurs dépossédés passe par des changements profonds. Sinon, l'Amérique, les pays pauvres et même les pays qui vivent dans l'abondance connaîtront d'autres conflits. Je suis profondément impressionnée par la situation des enfants de la rue; je me demande ce qu'ils seront à trente ans. Il n'y a pas de recette magique et nos processus sont des dynamiques qui doivent apporter des solutions.

TB : Que pensez-vous de la situation de Cuba?

RM: J'ai eu peu d'occasions de connaître le peuple cubain, ses triomphes, ses angoisses, sa vie quotidienne. Mais j'ai été témoin de l'agression dont est victime Cuba aux Nations Unies, je suis frappée de la façon dont on négocie son cas dans les organismes multilatéraux de défense des droits humains. L'autorité morale et politique dont je jouis me permet de dénoncer la manière dont on prostitue le thème des droits humains. Les peuples ont le droit de choisir leur système, leur modèle de société et c'est ce qui arrive à Cuba.

TB : Que représente pour vous le fait d'être femme, féministe?

RM: J'ai toujours été contre les "ismes", utilisés pour discréditer nos luttes. Mais dans ce cas il faut revendiquer le féminisme.

Les femmes ont vécu l'oppression, la marginalisation, la double exploitation; nous avons de bonnes raisons historiques de revendiquer nos valeurs, nos luttes. Mais je pense aussi que l'émancipation de la femme, c'est l'émancipation de nos peuples. Il ne suffit pas d'être femme pour être consciente et il ne suffit pas d'être indigène pour avoir des valeurs. Je pourrais être un homme et avoir les mêmes valeurs. Etre femme et me consacrer à cette lutte n'a pas été facile, cette vie comporte parfois de la solitude et des désirs frustrés, mais je ne me sens pas malheureuse.

TB : Quelle opinion avez-vous de la loi d'autonomie de la Côte Atlantique du Nicaragua?

RM: Quand un gouvernement représente les aspirations des peuples, comme celui de la Révolution nicaraguayenne, un projet de diversité culturelle peut prendre corps. La loi d'autonomie a été le premier acquis sur le continent, la première preuve concrète qu'il pouvait exister une nation plurielle, le premier exemple. Beaucoup de gouvernements en avaient les cheveux qui se dressaient sur la tête, car l'autonomie rendait la parole aux indigènes. L'autonomie est pour nous une alternative et il faut la défendre. Les indigènes nicaraguayens ne doivent pas reculer dans leur lutte, car c'est toujours un exemple pour l'Amérique.

TB : Je suis préoccupé par le fait qu'elle ne soit pas totalement respectée. Je crois que le moment viendra où elle le sera; mais en tout cas, il est difficile qu'elle disparaisse car elle fait partie de la constitution.

RM: Je parle souvent de cette loi surtout pour renforcer notre volonté d'une Déclaration universelle des droits des peuples indigènes. Dans les couloirs de l'ONU, il y a dix ans, quand on ne parlait encore que de la situation des Miskitos, je disais déjà que les indigènes avaient besoin de cette Déclaration universelle et qu'une loi nationale, comme celle du Nicaragua, devait obligatoirement être protégée par une loi universelle. Car n'importe quel gouvernement pourrait la supprimer si la communauté internationale n'est pas obligée de la faire respecter. Je ne veux pas dire par là qu'une loi universelle garantirait les droits des indigènes, des noirs, des femmes ou des métis.

TB : Vous pensez revenir au Guatemala?

RM: Je suis revenue cinq fois depuis 1988, chaque fois dans une circonstance spéciale. Mais ma liberté est relative au Guatemala. Elle est symbolique, je me sens sans arrêt prisonnière et, comme le bon Quetzal qui fut l'âme de Tecum Umán, je ne pourrais pas vivre en prison et je devrais mourir. Je reviendrai le jour où tous les réfugiés reviendront dans la dignité, et je crois que ce jour viendra.

TB : Il viendra, Rigoberta...-(ANN/El Nuevo Diario)

LE GENERAL ORTEGA MONTRE LES DENTS

Managua, 28 oct.— *“Je ne peux pas quitter mon poste car cela laisserait l'armée dans une situation instable qui serait fatale à la nation”, tel a été le message principalement destiné au gouvernement étatsunien par le général Ortega au cours d'une conférence de presse donnée le 27 octobre.*

Le chef des armées a annoncé la couleur: non seulement il ne partira pas *“avant que la professionnalisation et la modernisation de l'armée ne soit terminées”*, en 1997, mais de plus il ne permettra pas que celle-ci disparaisse par décision politique ou par la voie de la réduction de son budget. Cette position ferme du général, qui a donné sa conférence de presse entouré de 29 officiers, constitue la réponse de l'armée à l'une des conditions du gouvernement des Etats-Unis pour verser les 100 millions de dollars bloqués par le Congrès. C'est aussi un avertissement aux *“extrémistes”* qui *“veulent renverser le gouvernement”*, aux fonctionnaires qui prennent des décisions arbitraires, vendent des faveurs politiques et encouragent la corruption, allusion au trio Alfredo César, Arnoldo Aleman et Virgilio Godoy. Il a rappelé que ceux qui aujourd'hui attaquent le gouvernement ont été amnistiés pour *“les horribles crimes, vols et délits contre l'humanité commis lorsqu'ils dirigeaient de l'étranger la destruction de l'économie et la guerre contre le Nicaragua”*. Il a offert un soutien total au gouvernement, en particulier aux décisions concernant la propriété. Il a lancé un appel à tous les secteurs sociaux pour qu'ils appuient *“patriotiquement”* les mesures d'ajustement et qu'ils cessent toute action de boycott ou *“dépassant le cadre de la loi”*. A ce propos, il a précisé qu'il fallait *“promulguer des lois qui garantissent l'ordre”* afin de sortir de la crise économique: *“Un climat d'ordre et de sécurité est vital pour les producteurs et les investisseurs étrangers et, de plus, il donne une marge pour gouverner”*. La stabilité ainsi gagnée, on pourra parvenir à un accord national qui permette *“au gouvernement et à l'entreprise privée de garantir des palliatifs”* afin d'aider les secteurs les plus pauvres.

Les réactions aux propos du général Ortega ont été variées. La droite estime qu'il est encore une fois sorti de son rôle et qu'il ne lui revient pas de prendre des positions politiques. Les sandinistes *“critiques”* partagent cette position; d'autres affirment qu'il a exprimé l'opinion du peuple; d'autres enfin ne lui reconnaissent pas le droit de lier le sort de l'armée à sa personne et de refuser qu'un terme soit fixé pour la fonction de chef des armées. Mais la réaction la plus importante est celle de la présidente Violeta Chamorro. De retour d'un voyage officiel, elle a affirmé: *“Le général Ortega va s'en aller, car je ne me rétracte pas”*. En effet, elle avait déjà signalé que le chef des armées serait remplacé avant la fin de son mandat. La déclaration d'H. Ortega pourrait indiquer que le gouvernement est prêt à céder aux pressions étatsuniennes pour récupérer l'aide bloquée, qui lui est absolument nécessaire tant économiquement que politiquement. L'augmentation des impôts sur les ventes décidée pour compenser l'argent retenu est très mal accueillie dans le pays, tant du côté des sandinistes et de la droite que de la population. De plus, le président de l'Assemblée, A. César, a

saisi ce prétexte pour aggraver le conflit qui l'oppose au pouvoir législatif, affirmant que seule l'Assemblée avait le droit de prendre une telle décision.

Si les faits confirmaient qu'un arrangement est en cours avec les Etats-Unis et si H. Ortega quittait son poste, il est à craindre qu'il se retrouve un peu seul, entre la base sandiniste qui accepte mal son soutien au gouvernement et la droite qui ne lui fera jamais totalement confiance. -(ANN)

FSLN : UNE ATTEINTE AUX PRINCIPES

Managua, 28 oct.— Gouverner d'en bas, défendre les conquêtes révolutionnaires et la Constitution, préserver la stabilité politique : trois orientations de la politique sandiniste depuis la défaite électorale. Mais le résultat n'est pas à la hauteur des objectifs fixés. Il n'est donc pas étonnant que la base réclame une stratégie plus claire. Et il semble qu'elle ait enfin trouvé un écho.

La base sandiniste et ses organisations se sont montrées plus en désaccord qu'en harmonie avec la politique officielle "pragmatique" du parti. Le Parlement est devenu pratiquement le seul lieu de l'affrontement direct entre le FSLN et la droite, affrontement dont les "pragmatiques" sortent parfois relativement victorieux, parfois bons perdants. Mais depuis que le FSLN s'est retiré des sessions parlementaires à cause des manœuvres dictatoriales d'Alfredo Cesar, la direction sandiniste semble remarquer avec consternation que son parti n'a plus beaucoup d'espaces pour intervenir car il a négligé les autres terrains de lutte. C'est la principale critique qu'a exprimée la base quand la direction s'est mise en quête de ses états d'âme, il y a peu, à travers des réunions territoriales. La réflexion qui revenait comme un leitmotiv était que le Front sandiniste devait avoir enfin "un seul langage et un seul visage". Certains membres de la Direction Nationale ont repris la critique.

COMMANDANTS AUTOCRITIQUES

Tomas Borge a déclaré récemment: "Je crois qu'il est temps d'en finir avec les messes basses et les chuchotements pour élaborer un projet révolutionnaire sans sectarisme". Si le FSLN ne défend pas cette ligne face à la politique néo-libérale et anti-populaire du gouvernement, "il n'a plus aucune raison d'être et est voué à l'échec". Il est "inadmissible que nous puissions servir à amortir les confrontations avec l'impérialisme".

Le Commandant Henry Ruiz s'est exprimé plus longuement au cours de la Rencontre internationale des ONG à Managua, à la mi-octobre. Il a dit, entre autres choses: "Le FSLN a besoin de déterminer l'état actuel de la lutte du peuple pour ses conquêtes révolutionnaires et d'en tirer des conclusions en matière d'objectifs et de méthodes. Le FSLN est un parti révolutionnaire dans la mesure où il est capable de défendre des thèses révolu-

tionnaires au contenu de classe clair. Ce qui n'a rien à voir avec l'objectif d'unité nationale qui implique de mêler nos intérêts de classe avec ceux de la bourgeoisie, du somozisme et de l'impérialisme nord-américain. Le programme de gouvernement national qui doit intéresser le FSLN est celui qui permet de gouverner et d'avancer des objectifs stratégiques pour construire une société socialiste.

Gouverner d'en bas est, à mon avis, une consigne de transition. Dans les documents issus de l'assemblée d'El Crucero en juin 1990, un ensemble d'objectifs dits fondamentaux pour la défense de la Révolution ont été élaborés. Ils n'ont pas été étudiés. D'autres objectifs ont fait leur apparition et les priorités ont changé. Les concepts de base ont été falsifiés, même si nous, les sandinistes et surtout la Direction nationale, avons continué à appeler révolutionnaire la défense de nouveaux principes. Nous nous sommes laissés porter par les circonstances et l'examen pragmatique de la situation politique en train de s'instaurer est devenu notre méthode. A El Crucero, un effort a été fait pour caractériser la nature de l'actuel gouvernement: pro-étatsunien et bourgeois.

Le gouvernement n'a pas la capacité de mobiliser le peuple autour de la défense de la souveraineté nationale et redoute énormément l'action révolutionnaire du sandinisme car c'est aujourd'hui l'unique force politique qui l'appuie. La révolution est parallèle à la consolidation de la souveraineté nationale. Il existe une relation claire entre les transformations de la structure de la propriété et la participation du peuple à la lutte pour un nouvel ordre social en contradiction avec le capital international.

Or, sous le discours conciliateur, se cache le fatalisme mécanique de la consolidation du capitalisme à l'échelle mondiale. Le concept de réconciliation nationale permet le retour des somozistes et du somozisme. Les "bonnes relations" du sandinisme avec le gouvernement ne sont pas le fruit de la bonne volonté du gouvernement mais d'un rapport de force qui l'a obligé à reconsidérer sa politique et ses méthodes.

La lutte pour le secteur aux mains des travailleurs (APT) a démontré clairement les errements actuels de certains dirigeants syndicaux et politiques car elle tend à laisser de côté les intérêts généraux de classe en pensant que l'APT est le seul enjeu économique pour lequel les travailleurs doivent se battre. La défense révolutionnaire du caractère actuel de la propriété (depuis 1979, NDT) doit être affirmée car c'est l'essence même de la lutte anti-somoziste dirigée par le FSLN. La nouvelle structure de la propriété est en effet la base de la démocratie nicaraguayenne. Négliger cette défense au cours de négociations entre le FSLN et le gouvernement est une atteinte aux principes sandinistes".

DESIDEOLOGISER LA POLITIQUE ?

Dans les débats de la base, une question revient souvent: quand la direction du FSLN tiendra-t-elle compte des critiques? On pourrait répondre: quand il n'y aura plus personne pour défendre des positions comme celles du Commandant Victor Tirado. Celui-ci, en contradiction ouverte avec H. Ruiz, a expliqué que "le FSLN devrait prendre en charge dans ses activités quotidiennes les problèmes pratiques et non théoriques", car pour ce

parti "la pratique est toujours passée avant la théorie"! Il estime de plus que l'on "ne peut pas idéologiser le processus révolutionnaire; il faut le situer dans l'époque post-moderne, dans la lutte économique". Une vision des choses qu'a énergiquement condamnée H. Ruiz : "En niant la confrontation idéologique, en parlant de la disparition des idéologies, on dissimule le piège destiné à attirer les masses appauvries vers le pessimisme face à l'expansion du système capitalisme". Les déclarations de V. Tirado ont fait réagir le quotidien *Barricada*, qui constate avec amertume que pour conclure son discours, prononcé pour saluer la mémoire d'un combattant mort dans la lutte anti-somoziste, il n'a pas prononcé l'habituel : "*Patria libre o morir!*" -(ANN)

TELCOR : ILS ONT GAGNE

Managua, 26 oct.— Il aura fallu 46 jours de grève de la faim pour que l'administration des Postes et télécommunications (Telcor) accepte de réintégrer 10 syndicalistes licenciés pour un arrêt de travail de quelques heures effectué en juillet dernier.

Cette grève avait été déclarée illégale par le ministère du travail, qui avait accepté début septembre la demande de licenciement formulée par l'administration. Aucune négociation n'ayant été possible, 6 des 10 licenciés ainsi que les deux responsables nationaux de la fédération syndicale sandiniste ont entrepris une grève de la faim le 10 septembre, après avoir déposé un recours auprès de la Cour suprême de Justice. La répression à l'intérieur de l'institution a alors atteint son maximum: les travailleurs ont été priés, souvent au cours d'entretiens individuels, de ne pas entrer dans le local syndical où se trouvaient les grévistes et de ne pas garer leurs voitures à moins de 100 mètres du même local. On a montré à certains la lettre de licenciement qu'ils allaient recevoir s'ils se solidarisaient d'une quelconque façon avec les grévistes. Face à la solidarité des travailleurs, qui s'est exprimée par des distributions de tracts dans la ville, le blocage de feux rouges, et face à la fermeté des grévistes, le ministre Pablo Vigil a riposté en licenciant les deux dirigeants nationaux qui s'étaient associés à la grève ainsi qu'un autre responsable du syndicat. L'état de deux des grévistes s'étant brusquement aggravé, l'administration a accepté de négocier le 23 octobre. Le ministère du travail était également devenu favorable à la négociation. En effet, de nombreuses plaintes contre lui ont été portées auprès de l'Organisation internationale du travail qui examinera le dossier du Nicaragua dans les semaines qui viennent et le conflit de Telcor était un cas supplémentaire d'atteinte à la liberté syndicale et au droit de grève. Il faut souligner le rôle très actif de Vilma Nuñez, présidente du Comité nicaraguayen des droits Humains (CENIDH) et la pression internationale exercée par un grand nombre d'organismes et de syndicats étrangers.

La victoire des grévistes va au-delà de la réintégration des licenciés: à cause de son intransigeance, l'administration a perdu du terrain dans ses propres files, surtout parmi ceux qui

occupent une "charge de confiance". Par ailleurs, cette grève est un exemple pour tout le pays. C'est bien ainsi que l'ont entendu tant les travailleurs que le pouvoir. -(ANN)

LA RESISTANCE ARMEE DES INDIENS MATAGALPAS

Guillermo Cortes

Managua, 19 oct.— Les Indiens matagalpas, dont les descendants habitent dans plusieurs hameaux des montagnes du nord, étaient téméraires, presque suicidaires, indomptés par les conquérants auxquels ils ont résisté jusqu'à leur extermination. Mais ce n'était pas un peuple guerrier, ils ne faisaient que se défendre. Ils préféraient en effet prendre leurs arcs pour chasser ou jouer au "jeu de l'épi", qui consistait à jeter en l'air un épi de maïs et à l'y maintenir tout en l'égrenant avec les flèches.

Le *Corregimiento* de Sébaco comprenait, dans les premiers temps de la colonie, les régions de Matagalpa, Jinotega, Nueva Segovia, Boaco, Chontales et Rio San Juan. A cause de son importance, c'était une *encomienda* sous les ordres du Gouverneur espagnol du Nicaragua, l'impitoyable Rodrigo de Contreras, à qui elle fut ôtée en 1543 pour être rattachée directement à la Couronne.

Les Espagnols mirent tout le XVIII^{ème} siècle à soumettre les Indiens de Sébaco et Matagalpa. En 1693, les Indiens chorotegas de Sébaco se soulevèrent et la destitution du Gouverneur Gabriel Bravo de Hoyos mit fin à leur rébellion. Les Matagalpas quant à eux se rebellèrent au moins 14 fois entre le début de la Conquête et 1722, devenant ainsi "les Indiens les plus déloyaux à sa majesté", selon le rapport de l'Espagnol Luis Diez Navarro à la Couronne espagnole en 1745. Les Matagalpas n'ont en effet jamais accepté la Conquête et ont résisté pendant toute la période de la colonie, attaquant constamment, alliés aux Miskitos et aux Zambos, les endroits où vivaient les Espagnols. Ceux-ci avaient pourtant imposé en 1776 les Réserves d'Indiens, véritables camps de concentration destinés à éviter leur dispersion, à les maintenir ensemble dans des villages où il était plus facile de les contrôler et de venir les chercher pour les travaux les plus durs.

Aujourd'hui, le titre de propriété des terres accordé par le roi Philippe V le 10 février 1724 aux indigènes de Sébaco, à ceux de Pueblo Grande, de Solingalpa, Molaguina et Laborfo (Matagalpa) a été perdu. Mais son obtention n'avait pas assagi les indigènes, pas plus que l'Indépendance accordée par l'Espagne en 1821. Les Matagalpas se soulevèrent à nouveau en 1824, 1827, 1844, 1845 et 1846. La terre a été en effet le fil conducteur de l'indigénité. Sa défense a conduit à la guerre, à l'histoire sanglante des soulèvements, dont les derniers se sont produits en mars et août 1881, lors de ce que l'on a appelé "la guerre du télégraphe". Dans les montagnes matagalpines de Yúcul, El

Chile, Monte Grande, Molejones, El Naranjo et d'autres, les Indiens étaient chassés comme des animaux, attrapés, attachés et emportés vers le chantier de construction de la ligne de télégraphe qui devait relier Managua à Jinotega. De 1876 à 1881, ils ont fait un travail d'esclaves, portant les rouleaux de fil depuis Managua, coupant les arbres pour faire les poteaux et les plantant.

Auparavant, en 1877, une loi agraire avait donné à l'Etat le droit de s'approprier et de vendre les terres inoccupées, ce qui mit les Indiens en colère, d'autant plus qu'on leur interdisait aussi de tuer et de dépecer les vaches pour la consommation familiale et qu'on mettait des amendes à ceux qui ne travaillaient pas, afin de garantir une main d'oeuvre bon marché aux caféiculteurs. Les Indiens de Matagalpa détiennent un document qui présente les demandes des maires de Pueblo Grande, Molaguina, Laborío et Solingalpa. On peut y lire entre autres: "*Nous demandons à être exemptés de l'impôt de trois pesos sur la musique que l'on fait lors de la mort d'un enfant, la fête d'un saint ou autre coutume*". La construction du télégraphe mit à bout la patience des Indiens. Le 30 mars 1881, ils encerclèrent la ville de Matagalpa, par groupes de quatre, armés d'arcs et de flèches, de machettes et de quelques fusils. Les femmes portaient les flèches, la poudre, des bâtons et la nourriture. Plus de mille Indiens participaient à l'attaque, dirigée contre "ceux du centre", comme ils appelaient les propriétaires prospères et les caféiculteurs. Ils descendirent des collines vers la ville, défendue par les soldats et des civils qui les obligèrent finalement à reculer. Les jésuites se proposèrent alors comme médiateurs et se réunirent avec les indigènes à Yúcul. Après une trêve de cinq mois, les Indiens passèrent à nouveau à l'attaque. Au bout de trois jours de combat, des renforts arrivèrent. La supériorité technique des soldats produisit un massacre: plus de 500 indigènes moururent et furent enterrés près du Rio Grande de Matagalpa. Pourtant, l'Indien n'est pas mort. -(ANN/Barricada)

EL SALVADOR : L'ÉPREUVE DE L'ÉPURATION

Managua, 30 oct.— Selon des informations publiées fin octobre dans le *New York Time*, le ministre salvadorien de la défense, le vice-ministre ainsi que plus de 110 officiers figurent sur la liste des militaires qui doivent être sanctionnés pour atteintes aux droits humains. Un test décisif de l'efficacité des accords est engagé. Le retard dans l'exécution du calendrier de paix a amené le FMLN et le gouvernement à repousser le terme du processus au 15 décembre.

Le général René Emilio Ponce, ministre de la Défense, fait partie ainsi que de nombreux officiers de haut rang des "limogeables" pour cause d'exactions, selon des révélations faites au *New York Time*. La liste établie par une commission spéciale a été remise au président Cristiani et à l'ONU il y a un mois, comme le prévoient les accords de paix mais était restée confi-

dentielle jusque-là. La Commission a recommandé le retrait de plus de 70 officiers et la mutation de plus de 40 autres. La liste, bien plus longue que ce à quoi l'on s'attendait, inclut des officiers coupables de crimes et que Cristiani avait envoyés en mission diplomatique à l'étranger à la suite de plaintes.

L'épuration des Forces armées est une opération délicate pour le pouvoir qui, selon les accords, avait jusqu'au 23 octobre pour statuer et jusqu'au 23 novembre pour appliquer des mesures considérées comme une des preuves de l'autorité civile sur les militaires. Le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Ghali, devrait certifier dans les jours prochains que les décisions de Cristiani sont conformes au verdict de la Commission. Un journal salvadorien modéré commente: "*Le moment est crucial car ce qui va se passer maintenant indiquera si les accords ont ou non les résultats espérés*".

Cette remarque se réfère autant à l'épuration qu'à une série de mesures dont l'exécution a pris du retard sur le calendrier: réduction de l'armée, dissolution de certains bataillons d'élite, modification du système judiciaire, promulgation d'une nouvelle loi électorale, nomination de nouveaux cadres dans la Police et démobilisation de la guérilla. Selon celle-ci, les services secrets de l'armée n'ont toujours pas été dissouts mais simplement absorbés par l'appareil de sécurité de l'état.

Le gouvernement et le FMLN ont accepté la proposition de l'ONU de repousser à la mi-décembre le terme du processus, fixé en principe au 31 octobre et qui doit correspondre entre autres à la démobilisation totale de la guérilla. Celle-ci a exprimé sa crainte d'une "sale guerre" déclenchée par les escadrons de la mort dont l'activité n'a pas diminué. La Commission nationale de paix (COPAZ) a dénoncé l'activité d'une organisation clandestine d'extrême-droite, la brigade Maximiliano Hernandez Martinez (note), responsable de centaines d'assassinats dans les années passées. Elle a lancé des menaces de mort contre des dirigeants du FMLN, des membres de la mission de l'ONU et des journalistes, avertissant que ses commandos entreraient en action le 31 octobre.

La prolongation donne du temps au gouvernement pour tenter de louvoyer entre les pressions de sa propre base d'extrême-droite ainsi que de l'armée et les engagements pris en signant les accords. Certains s'opposent en particulier à la dissolution des bataillons d'élite, tel celui d'Atlatl, le plus entaché. Le 29 octobre, le président Cristiani a lancé une première offensive, déclarant qu'il ne toucherait pas à l'armée tant qu'il resterait un seul guérillero en armes. Un revirement qui montre bien entre quelles mains est encore le pouvoir au Salvador. -(ANN)

Note: dictateur qui en 1932 fit écraser la première révolte paysanne, massacrant plus de 30 000 personnes, dont le dirigeant communiste Farabundo Martí.

GUATEMALA : L'ASSASSINAT DE MYRNA MACK

Enrique Ortego

Managua, oct.— Il y a deux ans, l'anthropologue Myrna Mack, chercheuse associée au réseau du Centre régional de recherche et d'études sociales (CRIES), a été assassinée par un militaire guatémaltèque. *Pensamiento Propio*, la revue du CRIES, a proposé à ses lecteurs deux articles du quotidien guatémaltèque *Siglo 21* sur la mort de Myrna.

CRIME D'ETAT

Après deux ans de pressions, de dénonciations et d'enquête, le gouvernement guatémaltèque semble reconnaître que Myrna Mack a été assassinée pour des motifs politiques et le procès de l'un des auteurs matériels du crime, le sergent Beteta, a commencé. Les raisons de l'assassinat restent pourtant obscures. Affirmer en effet qu'il s'agit d'un crime politique permet de supposer par exemple que ses auteurs croyaient qu'elle menaçait effectivement la stabilité ou l'existence de l'Etat. De cette manière, le crime a des raisons "patriotiques". On occulte ainsi les motifs réels.

M. Mack a entrepris en 1987 un travail sur les possibilités de réinsertion des populations déplacées par la guerre, ce qui l'a amenée dans les zones de conflit. Elle y a rencontré des paysans qui se sont installés dans la forêt pour pouvoir survivre. Déjà à ce moment-là, l'armée affirmait qu'il n'y avait pas de population déplacée, mais des complices de la guérilla ou des paysans enlevés par elle. En 1990, les Communautés en résistance ont fait connaître un communiqué dans lequel elles demandaient qu'on reconnaisse leurs droits. Certains pensent que Myrna a été tuée parce que c'est elle qui a ramené ce communiqué à la ville. Ils justifient leur opinion par l'immédiate réaction de l'évêque du diocèse de Quiché, qui connaissait bien le travail de Myrna et les problèmes de la zone. A peine Mgr Cabrera a-t-il eu connaissance du crime qu'il est allé crier au commandant de la région militaire "Vous avez commis une grosse erreur".

D'autres pensent que Myrna avait recueilli auprès des survivants des confidences sur les massacres et les autorités qui les avaient ordonnés ou les avaient cachés. En septembre 1990, celui qui remuait l'histoire des massacres commis au début des années 80 courait un risque insoupçonnable, car il devenait un témoin gênant. En effet, les conversations entre les groupes subversifs et les partis guatémaltèques, le tour que prenaient les négociations de paix au Salvador laissaient penser que les enquêtes sur les massacres allaient être tôt ou tard à l'ordre du jour des négociations de paix. Le risque était d'autant plus grand que les officiers qui dirigeaient les combats à cette époque occupaient en 1990 de hautes responsabilités dans l'Etat.

Il y a enfin ceux qui estiment que l'assassinat de Myrna ne répond pas à des intentions si sophistiquées. Simplement, selon eux, un organisme d'Etat chargé de surveiller les citoyens

suspects avait rajouté son nom sur la liste. Si l'on observe les statistiques, on note une courbe ascendante des assassinats depuis le milieu de l'année 90, au moment où le dialogue avec la guérilla s'accélère. Au fur et à mesure que les élections approchaient, les crimes politiques se sont multipliés, jusqu'au massacre de Santiago Atitlán. C'était une violence dissuasive destinée à empêcher toute proposition électorale pouvant conduire à céder un espace politique à la guérilla. Selon cette hypothèse, les victimes étaient choisies au hasard et ont pu être sélectionnées arbitrairement sur la liste des "gauchistes" établie avant.

LA TRACE DES ASSASSINS

Quand, le 11 septembre 1990, Myrna Mack a été assassinée de 27 coups de couteau, les autorités policières de la zone 1 de la capitale ont informé certains médias qu'un crime passionnel venait d'être commis. Le directeur de la police nationale, Julio Caballeros, avait confirmé cette thèse. Quelques mois après, le président récemment élu Jorge Serrano a expliqué au cours d'une réunion avec le corps diplomatique que son gouvernement étudiait la possibilité qu'il s'agisse d'un règlement de compte lié au marché noir des devises, car on avait trouvé des chèques près du cadavre. Peu après, on avait connaissance du rapport de l'inspecteur José Luis Merida, qui accusait le sergent Beteta d'être un des auteurs du crime. Quelques semaines plus tard, J. L. Merida était tué en plein jour. On sut de plus que, dans le premier rapport de Merida envoyé à la justice, toute l'information qui accusait Beteta avait été éliminée. J. Caballeros était justement directeur de la police en 1986, lorsque, après l'arrivée du premier gouvernement civil, il avait été décidé de créer des services de sécurité attachés à la présidence. Beteta avait été intégré à ce département. En 1990, il était apparu publiquement comme membre des services de sécurité du président Cerezo. Quelques mois après, il assassinait un jeune puis, en septembre, Myrna Mack.

La thèse du Procureur général de la République est simple: Beteta était membre de la section des archives de l'état-major présidentiel et l'ordre de tuer l'anthropologue a suivi les échelons hiérarchiques. Parti de la présidence, il est descendu au chef d'état-major, puis au directeur de la section des archives et est finalement parvenu à Beteta. L'armée a déclaré qu'elle n'avait aucun contrôle sur les membres de l'état-major présidentiel et que de toute façon Beteta avait été licencié en septembre. Pour certains analystes, le fait que l'armée affirme ne pas connaître le dossier de Beteta confirme la totale autonomie des services de sécurité présidentiels. Pourtant, il semble précipité d'en conclure que la direction des services secrets de l'armée n'ait pu se procurer ce dossier et il est paradoxal que le général Godoy, chef de l'état-major présidentiel, prétende ne pas connaître quelqu'un qui a travaillé sous ses ordres pendant trois ans. La position de l'armée met le chef de la Police dans une situation difficile. Son attitude laisse à penser qu'il a agi sous la pression d'un pouvoir plus élevé, celui qui tire les ficelles pour empêcher d'en finir avec l'impunité des assassins de Myrna. Pressions qui s'exercent également sur la justice, incapable en deux ans d'éclaircir une affaire qui est déjà passée entre les mains de onze juges.

La sentence prononcée contre Beteta, que l'on attend dans quelques semaines, ne fera que clore le premier chapitre du procès contre les assassins de Myrna Mack. -(ANN/Pensamiento Propio)

POUR UNE CIVILISATION DE LA SIMPLICITÉ

Xavier Gorostiaga, recteur de l'Université centraméricaine (UCA) et directeur du Centre régional de recherche et d'études sociales (CRIES)

Managua, oct.— *"Ils nous appellent révolutionnaires quand nous exigeons d'être écoutés, d'être compris et d'être respectés"*, affirmait Rigoberta Menchu en 1991. Ce sont là les demandes des deux-tiers de l'humanité. Cette déclaration synthétise également la profonde crise de la démocratie que connaissent les relations internationales. Dans les réflexions qui vont suivre, j'ai tenté de reprendre la proposition de R. Menchu en abordant du point de vue des sciences sociales le caractère de la crise des années 90 dans la perspective de l'Amérique latine, à partir de la logique de la majorité, c'est-à-dire dans la perspective du Sud et du travail.

Accompagner à Chalatenango les milliers de réfugiés salvadoriens qui reconstruisent cette zone dévastée par l'armée m'a confirmé que l'espérance est une stupidité s'il n'y a pas de solution. Je peux vous assurer que ceux qui ont encore de l'espoir ne sont pas stupides. La nécessité d'une nouvelle rencontre, cette fois civilisatrice, est le message, le rêve, l'angoisse et la proposition que ces lignes cherchent à transmettre. Je considère que l'interdépendance solidaire fondée sur une alliance des valeurs et des intérêts communs, face aux menaces communes, peut créer une alternative au "nouveau dés-ordre mondial", résultat du néo-colonialisme du Nord, pire que celui d'il y a 500 ans.

Bartolomé de Las Casas affirmait: *"Tout l'or et l'argent, tous les objets précieux que les Espagnols ont trouvé ont été volés et sont par conséquent sujets à restitution"*. Il cite Saint Augustin: *"J'étais nu et tu ne m'as pas vêtu. Quel lieu aura en enfer celui à qui l'on pourra dire: j'étais vêtu et tu m'as dénudé?"* Aujourd'hui, la dette est devenue l'obstacle majeur pour n'importe quelle alternative de développement, néo-libéral ou populaire, et elle a une relation directe avec la demande de restitution. Les conquérants modernes sont plus systématiques dans leurs mécanismes de marché et de contrôle idéologique. Brézinsky, l'un des principaux conseillers du gouvernement étatsunien, a écrit: *"Dans la société technotronique, la direction sera semblée-t-il imposée par la somme de l'appui individuel de millions de citoyens non coordonnés, qui tomberont facilement dans le rayon d'action de personnalités magnétiques et attirantes, lesquelles exploiteront efficacement les techniques les plus récentes destinées à manipuler les émotions et contrôler la rai-*

son". Pas seulement la raison, l'espoir aussi. La possibilité de changement, ou au moins de conversion, est pratiquement éliminée...

Cette réflexion est peut-être provoquée par la souffrance de n'avoir pas trouvé de solution viable à la crise latino-américaine. Nous avons cherché une logique de développement qui ne reproduise pas la destruction inhérente à la logique du capital et du pouvoir, surtout si celui-ci est hégémonique. L'expérience de Chalatenango, village qui a vécu la guerre pendant dix ans et qui aujourd'hui se reconstruit et ressuscite, m'a aidé à synthétiser certains éléments. Dans cette zone libérée, le peuple vit mieux que la majorité des latino-américains. Il mange trois fois par jour, il a l'eau, l'électricité plusieurs heures par jour, une école, un centre de santé. Il est bien organisé et participe démocratiquement à tous les aspects de la vie commune. En Amérique latine, la majorité n'a pas ces conditions, même quand il n'y a pas eu de guerre. Je me demande si, maintenant que la Guerre Froide est finie, que l'excuse anti-communiste ne peut plus servir pour légitimer les interventions, il peut y avoir plus d'espace pour des alternatives populaires. Face à l'échec de trois décennies de développement promu par l'ONU et à l'aveu que la pauvreté croissante est le fait économique déterminant en cette fin de siècle, les expériences locales dans tant de pays du tiers monde signalent une possible solution dans la logique et au rythme des majorités. On peut parvenir à une civilisation de la simplicité dans laquelle les besoins vitaux sont satisfaits et dans laquelle la société civile parvient à un haut niveau de participation et de maturité. C'est sur cette base que peut commencer l'étape du développement. C'est nécessaire et possible dans la logique de la majorité, c'est-à-dire des deux-tiers de l'humanité.

Une civilisation depuis le bas, depuis les capacités du peuple à résoudre ses problèmes. Il faut chercher l'effet volcan et non l'effet cascade proposé par le néo-libéralisme, dans lequel la croissance économique arrose depuis le haut tous les secteurs de la société. Parvenir à une simple survie pour tous entraînera une survie d'un niveau supérieur qui améliorera le niveau de vie et permettra une entrée dans le développement plus mûre et plus précise.

Une civilisation de l'intérieur. Cette base propre permet une autonomie suffisante pour une insertion sélective sur le marché international. L'ouverture indiscriminée exigée par le FMI n'a suscité aucun développement, mais plutôt ce que nous avons appelé une insertion transnationalisée, soumise et asymétrique. Sans base propre, le développement est impossible. Indépendamment des investissements étrangers et de la technologie venue d'ailleurs, la société ne peut, sans elle, parvenir à autre chose qu'au développement de son sous-développement.

Une civilisation ouverte. Ouverte à l'expérience accumulée par l'humanité et qui permette d'assimiler sélectivement les aspects positifs de cette expérience et de rejeter les côtés négatifs. Ouverte à une démocratie participative radicale, c'est-à-dire à la démocratisation du pouvoir économique, politique et culturel, afin de pouvoir sélectionner démocratiquement les solutions aujourd'hui impossibles pour le Sud et le travail.

Ouverte à l'équilibre écologique durable. Ouverte à l'intégration de la femme pas seulement comme main-d'oeuvre d'une civilisation imposée d'en haut et en dehors de la femme. Ouverte à la création de valeurs et d'équilibres qui modifient le caractère unilatéral de la science et de la technologie. Ouverte à une éthique qui donne la priorité à la stimulation.

Est-ce là un rêve? La réalisation de cette utopie exige un espace politique propre au lieu d'interventions impériales et oligarchiques. Elle exige une interdépendance solidaire avec les citoyens du Nord conscients du fait que la crise de civilisation actuelle a besoin de ces expériences pour qu'ils aient aussi l'espoir d'un changement. Relation horizontale entre expériences de ce type dans le Sud, pour permettre l'accumulation, la complémentarité, la substitution et qui rende possible la coopération du Nord pour un développement propre. Il faudra aussi un droit international et des organismes internationaux démocratiques qui encouragent les expériences propres, sans imposer des schémas qui ont toujours échoué dans le Sud. -(ANN/Pensamiento Propio)

LE BON, LA BRUTE ET LES TRUANDS

Mary Jane Mulligan

Managua, oct.— Ni le "colosse du Nord" ni les gouvernements centraméricains ne semblent prêts pour mettre en marche le grand traité commercial du siècle. L'an 2 000 trouvera les pays d'Amérique mangeant dans la même assiette. On signe de tous côtés des traités régionaux, bilatéraux, multilatéraux, les uns immédiats, les autres plus timides, mais tous marqués par un néo-libéralisme complet et sous le signe de la globalisation totale du capital.

Arrêtons-nous seulement au plus spectaculaire: la signature du traité entre les Etats-Unis et le Mexique et d'un autre entre le Mexique et les pays centraméricains. On se rend compte brusquement que, sans entrer dans des négociations compliquées et techniques, nous sommes à la porte du marché le plus envié du monde, séparé de lui par un simple couloir, le Mexique. Et nous nous branchons immédiatement sur les chaînes de télévision mexicaines, nous apprenons par coeur le code téléphonique de ce pays et, sur les cartes de géographie, nous mettons une même couleur jusqu'au Texas. Les fonctionnaires respirent, ils n'auront plus à mâcher un mauvais anglais pour négocier avec le Nord, les Mexicains vont le faire pour nous. Ils peuvent enfin jouir du plus total libéralisme. Laisser faire. Tout le monde en avait par dessus la tête de l'intervention de l'Etat.

Mais certains sont méfiants devant une telle chance et, sans doute de façon malintentionnée, ils cherchent la petite bête. Qu'a fait l'Amérique centrale pour mériter un tel privilège? C'est sans doute une affaire politique. D'autres, plus perspi-

caces, observent les visages décomposés des chefs d'entreprise centraméricains et même mexicains. Et puis il y a ceux qui en sont encore à discuter des avantages comparés.

QUI GAGNE ?

En effet, il semble que l'annonce de l'Initiative pour les Amériques ait été faite à un moment où ce futur bloc paraissait pouvoir devenir une force. Alejandro Martinez Cuenca, ancien ministre à la planification du gouvernement sandiniste, pense que les efforts de Bush pour l'intégration économique répondent au phénomène européen et sont destinés à faire sentir l'hégémonie étatsunienne sur le continent, mais qu'ils ne sont fondés sur aucune solution économique. On ne voit pas comment l'intégration aidera les Etats-Unis à résoudre leur problème de déficit, de dette, d'absence de compétitivité et de chômage. Le secteur ouvrier étatsunien est très préoccupé par la menace de chômage, face à un déplacement massif des capitaux vers le Sud.

Le Système économique latino-américain (SELA) et la Commission de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) estiment que l'Amérique latine est dans de meilleures conditions pour profiter de l'intégration économique. Sa situation s'est améliorée depuis 1991: les privatisations ont attiré des capitaux et la dette a été restructurée. Mais l'intégration ne signifie pas la même chose pour les 29 pays. Certains veulent être consommateurs, d'autres producteurs et c'est là que malheureusement il faut faire la lumière sur les avantages comparés, concept traditionnel du libéralisme qui évalue les coûts par région afin d'optimiser les ressources. Que chacun produise ce qui lui revient le moins cher.

CHER MEXIQUE

Le Mexique veut être producteur et consommateur. Il pense avoir de nombreuses couches moyennes qui peuvent consommer et les salaires y sont inférieurs à ceux des Etats-Unis. En réalité il n'est ni l'un ni l'autre, car ses couches moyennes sont appauvries et ses salaires sont supérieurs à ceux des pays centraméricains.

Pour ceux-ci, ce dernier élément est un avantage qui permet d'attirer les capitaux. Mais le marché centraméricain est sans importance car justement les salaires ne permettent pas d'acheter. Les Centraméricains ne sont intéressants que comme travailleurs productifs.

LES PAROLES ET LA MUSIQUE

Les libéraux classiques voient tout en rose. Mais la Banque mondiale, l'Institut centraméricain d'administration des entreprises et les économistes de gauche sont d'accord pour penser que la globalisation des années 90 n'a rien à voir avec l'âge d'or du libéralisme. Pedro Vuskovic, économiste et assesseur de la petite industrie nicaraguayenne, soutient que les salaires ne sont plus un avantage comparatif et que les états centraméricains doivent créer les conditions pour présenter des avantages régionaux.

A. Martinez Cuenca estime qu'on ne peut plus parler de la valeur de la force de travail sans intégrer les éléments technologiques, la productivité devenant ainsi l'avantage fondamental. "On peut avoir des salaires dix fois inférieurs à ceux des Chinois, mais eux produisent mille fois plus que nous". La Banque mondiale recommande de procéder à la reconversion industrielle avant la libéralisation économique, c'est-à-dire mettre en oeuvre un programme gouvernemental qui sélectionne et développe certains secteurs pour qu'ils soient compétitifs sur le marché international.

HORS DE LA DANSE

Les responsables de nos économies, soulagés des contrôles qui étaient nécessaires à l'époque de la substitution des importations, passent leur temps à inaugurer des ferias de micro-entreprises qui fabriquent des tirelires en terre ou à distribuer des décorations aux ateliers de couture qui ont réussi à dépasser le cap d'un an d'existence, collectionnant les souvenirs pour les temps où toutes ces initiatives seront passées de vie à trépas. Car elles ne sont en vérité que des mesures temporaires destinées à résorber une partie du chômage engendré par les politiques économiques, en attendant que viennent les capitaux étrangers attirés par les bas salaires.

Les fonctionnaires sont pointilleux quand il s'agit de faire des incursions dans la dynamique du libre commerce. Pablo Pereira, responsable nicaraguayen du traité avec le Mexique, pense que les gouvernements doivent se limiter à transmettre les signaux du marché international. "Faire plus serait devenir un état planificateur, ce que nous ne voulons pas". Rien de néo-libéral dans cette attitude du gouvernement: c'est avec raison qu'il n'a jamais accepté cet épithète, car il a une vision libérale périmée qui confond état fort et état propriétaire, planification et totalitarisme. Si rien ne change, c'est le Mexique qui va sortir gagnant, car il a une stratégie et il est mieux préparé. - (ANN/Pensamiento Propio)

EN BREF

RECONTRAS. Cinq paysans ont été séquestrés le 20 octobre par un groupe de recontras, près de Somoto, dans le nord du pays. Plusieurs bandes armées continuent à semer la panique dans la région du nord-est.

LES ONG réunies durant trois jours à Managua pour leur Rencontre internationale ont protesté dans leur déclaration finale contre le projet gouvernemental de leur imposer de plus fortes charges fiscales. A travers les principales ONG, le Nicaragua reçoit une aide annuelle de plus de 100 millions de dollars dont bénéficient environ un demi million de Nicaraguayens.

LE PATRON DES PATRONS, Ramiro Gurdian, voudrait bien aussi être l'empereur de la banane. Il s'est allié à d'autres grands

propriétaires de plantations dans le nord-ouest du pays pour spolier les travailleurs des 25 % de bénéfices sur les ventes auxquels ils ont droit. Selon les représentants syndicaux, 4 000 travailleurs sont actuellement privés des parts dont ils n'ont pas encore reçu formellement les titres. 304 travailleurs ont été licenciés au cours des deux derniers mois. Dans une des plantations, deux enfants sont morts faute d'avoir pu être soignés à cause de la situation économique de leurs parents. Le syndicat a demandé au Centre nicaraguayen de défense des droits humains (CENIDH) d'enquêter sur la situation de ces travailleurs.

RAPACES. Le gouvernement révisera la confiscation des laboratoires pharmaceutiques Solka pour décider s'ils doivent ou non être rendus à leurs anciens propriétaires, des amis intimes de Somoza. Cette entreprise était au temps de la dictature un modèle du genre, fructifiant à coups de transactions frauduleuses, dénoncées à l'époque par Pedro Joaquin Chamorro dans *La Prensa*. Lorsqu'elle a été confisquée en 1979, l'entreprise était totalement endettée auprès des banques nationales qui la subventionnaient. Le gouvernement sandiniste a dû la recapitaliser et les travailleurs l'ont faite produire. La rendre à des somozistes notoires représenterait une violation des accords de concertation et redonnerait une légitimité à la dictature.

OU SONT LES FAMEUX POLES DE DEVELOPPEMENT super-équipés, promis à la contra après les élections par le gouvernement? C'est la question que se posent des milliers d'anciens contras qui y ont cru et se sont rassemblés en 90 dans la région V, au centre du pays, où ils attendent encore. Tous les projets de développement -il y en a eu 300- proposés au gouvernement ont fini dans un tiroir et "seulement 15 % des accords souscrits ont été appliqués", selon un des leaders des ex-contras.

180 BIDONVILLES sont menacés par les bulldozers du maire de Managua, Arnoldo Aleman. 160 000 personnes devraient être expulsées des habitations précaires qu'elles se sont construites depuis 90 pour pallier le manque de logements. Le maire en a décidé ainsi tout seul, sans consulter le conseil municipal. La mairie reconnaît pourtant un déficit de 78 000 logements dans la capitale, prévoyant en tout et pour tout la construction de 2 500 maisons.

LA PROSTITUTION ENFANTINE se développe vertigineusement au Nicaragua. Aucun chiffre officiel mais une constatation : les enfants sont de plus en plus nombreux à se vendre sur les marchés, aux feux rouges, aux alentours de la cathédrale de Managua. Selon la police, un réseau de proxénètes s'est peu à peu constitué depuis deux ans. Ils repèrent parmi les enfants de la rue les plus démunis et leur proposent "protection" et travail. "Toute la société est au courant mais personne ne veut s'attacher au problème", se plaint un cadre de la police.

LES FRISSONS DU CARDINAL. Obando a voulu faire peur aux chiliens, qui en ont pourtant vu d'autres, en livrant ses craintes au quotidien de droite *EL Mercurio* : "Je suis un de ceux qui croient que le FSLN peut revenir au pouvoir", a-t-il déclaré. Ce parti a beaucoup d'argent et d'admirateurs, s'est plaint l'évêque. Pire encore, certains prêtres nicaraguayens continuent à s'aligner sur "l'église populaire" malgré "l'échec du mar-

xisme". *Le comble enfin : certains organismes internationaux distribuent des préservatifs aux Nicaraguayens pour les inciter à planifier les naissances!*

EL SALVADOR. Les premières preuves du massacre d'El Mozote, dans le département de Morazan, viennent d'être livrées par l'Eglise catholique. Des crânes et des os d'enfants ont été exhumés d'une fosse commune. En 1981, le bataillon Atlacatl, entraîné par les Etats-unis, y avait mené la première opération de "terre brûlée". Depuis, aucun des gouvernements successifs n'a voulu juger les responsables du massacre.

ACHARNEMENT CONTRE CUBA. Le gouvernement cubain s'est prononcé pour la première fois officiellement sur la loi Torricelli votée aux Etats-Unis: "*La question qui est en jeu pour tous les états est de défendre Cuba afin de se défendre eux-mêmes*". L'Eglise catholique cubaine s'est jointe aux pro-

testations: "*Si ce à quoi l'on prétend par ce moyen est la destabilisation du gouvernement pour amener la population civile, sous la pression de la faim, à la révolte, la stratégie est cruelle*". Les évêques catholiques ont affirmé dans un communiqué que "*les embargos qui affectent le commerce de produits essentiels comme les vivres et les médicaments sont éthiquement inacceptables*". Certains secteurs modérés de l'opposition au gouvernement se sont également prononcés contre la loi. Celle-ci, qui vient aggraver l'embargo imposé en 1961, implique entre autres l'application de sanctions aux filiales d'entreprises étatsuniennes installées dans un pays tiers et qui feraient du commerce avec Cuba. Elle prévoit également une interdiction de six mois d'accostage dans les ports des Etats-unis aux bateaux qui auraient auparavant touché un port cubain dans un but commercial. Le texte de loi avertit de plus que le président des Etats-Unis se réserve le droit d'imposer des sanctions aux gouvernements qui accordent un traitement préférentiel à Cuba. -(ANN)•

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions
370 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870